

La sociologie ou le dérangement permanent

CHRISTIAN DE MONTLIBERT

Monsieur le Recteur de l'Université de Crète, mesdames et messieurs les professeurs, mesdames et messieurs les maîtres de conférences, chers collègues, mes amis madame Kaklamani, monsieur Georgoulas, monsieur Panayotopoulos, mesdames et messieurs, permettez-moi d'abord de vous remercier du grand honneur que vous me faites en m'attribuant le titre de docteur Honoris Causa de votre université. Et ceci dans la période pour le moins difficile que vous traversez actuellement. Ce faisant vous acceptez de me compter comme l'un des vôtres ce dont je ne suis pas peu fier. Croyez bien que dans le temps qui me reste – «le travail prend du temps et la vie est brève» – je m'efforcerai d'œuvrer au mieux au développement de la connaissance sociologique et à sa diffusion par l'enseignement pour rester digne de figurer dans votre assemblée.

A travers moi vous honorez aussi les nombreux jeunes sociologues avec qui j'ai travaillé comme les sociologues qui me précédèrent, ceux dont la lecture est presque quotidienne, avec lesquels, par la pensée, je suis sans cesse en discussion. Ce qui nous relie toutes et tous c'est bien en effet une sorte de «libido sciendi» du monde qui nous entoure et, aussi, de nous-mêmes. Je crois que, en effet, nous sommes, toutes et tous, étonnés et fascinés par nos réactions souvent insoupçonnées et par celles des autres tellement imprévisibles. Je crois que nous attendons tous de la connaissance que nous nous efforçons de produire un peu de compréhension du chaos du monde dans lequel nous vivons. Mais c'était déjà le cas de prédécesseurs illustres dont on ne peut pas, ici, ne pas évoquer la mémoire: je me contenterai de citer – comme dit le proverbe berbère «citer c'est faire revivre» – les explorateurs du monde qui ne furent pas seulement

géographes mais aussi observateurs attentifs des coutumes et mœurs étrangers comme Hérodote et Ptolémée et les historiens comme Thucydide et même Xénophon (bien que pour celui-ci sa participation maintenant avérée à la chute de la démocratie et son adhésion à la dictature me fassent douter de son ouverture d'esprit). Mais, pour reprendre un mythe qui vous est, ici, familier, comment ne pas voir la proximité qui lie Ariane déroulant son fil pour que Thésée puisse se repérer dans le labyrinthe et la sociologie qui tente de dresser une carte du monde social pour qu'il apparaisse un peu moins abscons. En tout cas moins énigmatique que ce qu'on en raconte qui, comme l'écrivait Faulkner, après Shakespeare, est une histoire racontée par un idiot qui n'y comprend rien. Je m'efforcerai donc de montrer en quoi la sociologie peut essayer de clarifier cette histoire mais en sociologue je ne peux le faire qu'après avoir souligné les difficultés actuelles d'une telle ambition ou, plus exactement, après avoir désigné les obstacles que rencontre la connaissance sociologique.

Je sais bien que, dans l'université européenne qui est engagée dans des transformations importantes, qui recherche et obtient des certifications internationales, qui n'hésite pas à jouer du *benchmarking*, qui pratique la concurrence et cherche sans cesse à améliorer son score dans les classements, dire que tout est fait pour que la science sociale soit enrôlée au service du capital risque de déplaire et même de passer pour iconoclaste. On pourra toujours ajouter que cela n'étonne pas des sociologues. Reste que ce serait se débarrasser un peu vite des problèmes.

Car il est bien vrai que les sciences sociales sont, aujourd'hui, enrôlées, comme Marx le disait, au XIXe siècle, des sciences mécaniques et chimiques. Les «réformes» de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche mises en place par les États européens, inspirées par un modèle étatsunien plus imaginé et reconstruit que réel d'ailleurs, mais déjà largement appliquées en Europe (comme elles le sont au Japon et en Amérique latine – ce qu'a montré un colloque tenu récemment à Paris) s'inscrivent toutes dans une stratégie de «déréglémentation» voulue par les chefs d'État et de gouvernement.

Depuis le Conseil européen de 2000 les projets de transformation de l'Université, pour qu'elle serve l'«économie de la connaissance», se sont multipliés. Ces réformes sont toutes guidées par le mot sacré de «modernisation». Cette «modernisation», si exigeante et tant souhaitée, est bien un des mots-clés de la rhétorique néo-libérale diffusée par l'OCDE, la Banque mondiale ou Wall Street qui exige que des réformes s'imposent comme un impératif rejetant dans l'archaïsme, le dépassé, tout ce qui s'y oppose. A ce titre l'État social, tel qu'il s'est développé, sous des formes différentes, dans les différents pays européens, avec les systèmes de sécurité sociale, de retraite des salariés, de financement des services publics, est au centre des critiques. Le droit du travail et les systèmes de sécurisation du salariat, à qui l'on reproche d'être trop «rigides», sont particulièrement visés au nom des avantages que procureraient une concurrence libre et non faussée. Cette modernisation réformatrice s'appuie sur une dimension idéologique définissant la modernité comme changement, mobilité, voire comme mouvement. En somme le mot de modernisation est aujourd'hui le vocable central des orientations libérales et, à ce titre, s'applique bien entendu à l'enseignement supérieur et à la recherche. Comme l'a dit un des apôtres de cette conception du monde: «dans un monde où tout peut s'acheter il faut que les universitaires sachent que le savoir est à vendre». Schématiquement on peut dire que toutes les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche sont structurées par une volonté de soumettre les universités à une gestion managériale, d'organiser les enseignements et la recherche pour tenir compte des besoins du monde économique, de concevoir l'étudiant comme un entrepreneur, et de transformer les conditions nécessaires à la production de la connaissance en mettant en avant l'utilisation du savoir par l'économie.

L'instrumentalisation de la science que cette «économie de la connaissance» appelle de ses vœux exige donc que les investissements soient rapidement transformés en découvertes qui profitent aux entreprises et engendrent une augmentation du PIB. La soumission de la recherche aux exigences des utilisateurs, quels qu'ils soient,

ne peut qu'avoir des effets sur la liberté de choix des thématiques, sur les méthodes et sur la publication des résultats: une entreprise qui finance des recherches sur des produits contre l'endormissement, en espérant bien profiter de l'accroissement de la demande que créent les horaires atypiques et la flexibilité, pourrait-elle longtemps soutenir des recherches critiques sur les conséquences des transformations des conditions de travail? Jusqu'où peut aller le soutien de sociétés agroalimentaires dans des programmes d'étude des maladies cardio-vasculaires? Lentement les intérêts des chercheurs ne vont-ils pas s'ajuster aux intérêts des financeurs? La professeure Sheldon Krimsky a bien montré que, aux USA, dans les laboratoires financés par la phyto-chimie, les recherches sur les plantes sauvages et sur les insectes se sont réduites à la portion congrue alors que les recherches sur les effets de tel ou tel produit se sont accrues sans qu'il y ait jamais eu d'injonctions des sociétés de chimie; les chercheurs se sont ajustés à ce qu'ils supposaient être la demande de leur mécène. Mais plus encore les sciences sociales qui développent un regard critique sur le monde social peuvent être invitées à plus de retenue ou être enrôlées au service des intérêts des puissants (entre les deux guerres, aux USA, où existait un tel système, n'a-t-on pas pressé les sciences sociales d'étudier «les causes sociales de la sous-productivité», «les raisons des préjugés anticapitalistes» et les «caractéristiques psychologiques et psychiatriques des auteurs de troubles»)? Faire, aujourd'hui, l'analyse des demandes des organismes commanditaires (à Paris ou à Bruxelles), montrerait qu'il en est toujours de même. Même les fondations, tant vantées pour résoudre les besoins de financement des universités, suscitent des inquiétudes: il est évident que les entreprises ne financeront de telles fondations que si elles en retirent des avantages directs (découvertes ou amélioration de procédés ou de produits à même d'augmenter leurs profits) ou indirects (amélioration de leur prestige). La mise en place, en France, des pôles de compétitivité, ailleurs on dirait des *clusters* d'entreprises et de laboratoires universitaires, est une autre manière de réaliser cette nouvelle conception de l'enrôlement de la science: une ou plusieurs grandes entreprises en sont les pivots et devraient récu-

pérer aussi bien les résultats des recherches que la manne versée par l'État. La recherche fondamentale comme la recherche appliquée (encore que cette distinction n'ait pas grand sens) sont menacées par l'intrusion de critères étrangers à l'avancement de la science. Dans ces conditions la sociologie a toutes les chances de devenir une discipline ancillaire.

Cette tentative de mettre les sciences sociales au service des dominants a d'autant plus de chances d'aboutir en sciences sociales que celles-ci ont, très tôt, été professionnalisées. Le champ des sciences sociales, en effet, était devenu très «hétéronome» avant même qu'il soit soumis aux réorganisations européennes. Cette hétéronomie exerce son efficace, en France par exemple, avec la mise en place d'une dépendance qui s'installe avec les appels d'offres lancés par les Ministères; elle se renforce avec une professionnalisation marchande (bureaux d'études, cabinets de sondages, centres de formation etc...) qui soumet la sociologie aux exigences des clients; elle est multipliée, partout en Europe, par les stratégies des agents dominants la presse et la télévision qui n'entendent pas que les sociologues revendiquent le monopole de la vérité du monde social; elle s'insinue dans les manières de penser lorsque la sociologie se laisse aller, le plus souvent de manière peu consciente, aux aléas et impératifs des modes intellectuelles... Les pressions, dépendances, soumissions, compromis, connivences et parfois compromissions sont sources de multiples conflits qu'utilise largement la bureaucratie d'État pour renforcer son pouvoir ce qui, par rétroaction, limite un peu plus la marge de manœuvre des sociologues. Enfin la sociologie, comme d'autres pratiques intellectuelles, est un enjeu de rapports de forces internationaux (la sociologie nord-américaine a été exportée, on le sait, dans le sillage du plan Marshall, et plus largement dans le cadre de la «Guerre froide»). C'est dire que l'analyse de la construction et du fonctionnement du champ des sciences sociales implique de tenir compte, plus que dans d'autres champs scientifiques, de «sources» externes (la politique, les médias, les organisations d'employeurs, les administrations d'État...) à même de le structurer.

On pourrait multiplier les exemples, tous montrent que, quel que soit le degré de liberté laissé aux chercheurs dans la reformulation «scientifique» des problématiques, les catégories politico idéologiques s'insinuent dans la formulation des thématiques de recherche et y imposent de plus en plus des points de vue normatifs. Les centres de recherche en sont forcément influencés puisque, dans le cadre de la contractualisation des universités, ils ne peuvent obtenir des financements qu'autant que les thèmes proposés «entrent» dans les préoccupations des «experts» chargés de l'examen des dossiers. Les jeunes chercheurs qui, explicitement parfois mais surtout implicitement, choisiront tel sujet de mémoire ou de thèse en fonction du rendement ultérieur qu'ils en attendent, ne peuvent définir leur problématique qu'à partir de ces thématiques dominantes. De fait ces idées finissent par former un «sens commun» savant qui, Max Weber le disait déjà, est sans doute l'obstacle principal à la connaissance sociologique. Ces idées sont intériorisées et forment le socle des catégories de pensée des chercheurs en sciences sociales qui ne peuvent s'en dépendre qu'avec, comme le souhaitait Pierre Bourdieu, un effort de réflexivité toujours difficile à mettre en œuvre. Dire cela c'est admettre, en effet, que la science, et en particulier la science sociologique, ne va pas de soi. La sociologie suppose un autre regard sur le monde que le regard habituel. Dans tous les cas, le raisonnement sociologique ambitionne de s'extraire d'une pensée qui fonctionne par agrégation de détails dans une image unique. Il cherche même à comprendre cette pensée d'agglomérat qui, n'ignorant pas les relations de causalité (bien au contraire, de la pensée mythique à l'idéologie en passant par leurs concrétions dans le sens commun, on affirme sans cesse des relations de cause à effet) en vient à confondre, parce qu'elle subordonne l'analyse à l'intentionnalité, la coexistence ou la consécutive avec la détermination. Mais surtout le raisonnement sociologique s'astreint à décomposer les éléments assemblés dans cette pensée globalisante, manière commune de voir le monde qui part le plus souvent de l'immédiat, du présent, ou de l'appréhension d'un avenir, pour en rechercher les causes intentionnelles.

Reste que ces constatations ne doivent en rien entraîner un pessimisme absolu car la connaissance ne naît pas dans le ciel des idées pures mais bien dans la complexité des rapports sociaux; la sociologie a compris très tôt que si la production de la science dépendait de l'organisation sociale elle dépendait aussi des manières de voir, de penser, de faire des chercheurs qui en font leur pratique. Dans le cas de la sociologie, on l'aura compris, les pressions externes ne jouent un rôle qu'autant que les compétences, les intérêts, les ressources disponibles des chercheurs ne viennent pas les limiter, les détourner, les retourner même. Dire cela permet d'affirmer qu'il est possible, comme le souhaitait Pierre Bourdieu, de renforcer l'autonomie du champ de la sociologie en consolidant l'existence d'un corps commun de théories et de méthodes, en créant des instances de régulation, en formant de manière sans cesse plus rationnelle les futurs sociologues. Penser que la production de la pensée dépende à la fois des déterminations cristallisées dans des contraintes et des déterminations intériorisées par les chercheurs permet d'échapper au pessimisme démoralisateur qui pourrait se dégager du tableau un peu noir de la situation des sciences sociales que j'ai brossé jusqu'alors, puisque, s'il n'est guère possible d'agir sur les contraintes, il est possible d'intervenir pour modifier les manières de penser et de faire des chercheurs.

En un siècle, en luttant contre toutes les formes de dépendance, en multipliant les objets étudiés, les sciences sociales ont, et parfois très difficilement, considérablement développé leurs modes de connaissance. Une discipline s'est constituée avec son savoir, ses lois, son niveau de développement aussi important que dans bien d'autres disciplines dites scientifiques. Une discipline capable d'analyser aussi bien les situations où la reproduction sociale se déroule comme allant de soi que les situations de crise sociale où les pratiques, les normes, les codes et même le langage sont désaccordés d'avec les contraintes structurelles, où les temporalités sont disjointes quand ce n'est discordantes, où, et c'est peut-être l'essentiel, les mots pour le dire font défaut, montrant, en creux en quelque sorte, l'importance

des structures symboliques. Mieux une véritable *c u m u l a t i v i t é* s'est développée comme en n'importe quelle autre discipline scientifique. Les sociologues ont su inventer des moyens pour produire une intelligibilité contrôlable – l'épreuve de la preuve est en effet centrale – devant obliger «à mettre en œuvre à chaque moment tous les instruments de connaissance disponibles et tous les moyens de vérification qui ont été accumulés au cours de l'histoire» de la discipline. Cet adossement, (on pourrait parler d'encordement) au savoir formalisé antérieur, se constitue d'appels aux travaux déjà réalisés, lors de la mobilisation de notions et concepts qui font partie de l'univers cognitif et de l'habitus scientifique du sociologue, et conduit – comme le remarquait déjà Maurice Halbwachs qui enseigna à Strasbourg quelques années avant moi – à ce que le savant, toujours en confrontation avec l'ensemble de ses collègues présents et passés, ne soit jamais seul. Cette cumulativité qui résulte souvent d'une confrontation de points de vue particuliers, peut aussi résulter d'une accumulation de découvertes soumises au travail de «rectification critique» comme le disait Cavallès; elle dépend encore, comme d'ailleurs dans n'importe quelle science, des luttes qui opposent les sociologues les uns aux autres et conduisent à construire d'autres systèmes de vérification pour prouver la validité de nouvelles hypothèses; elle peut enfin produire des théories plus puissantes qui, bénéficiant souvent d'instruments d'analyse plus développés, englobent des théories antérieures jusqu'alors séparées. Elle repose en partie sur les instruments disponibles (questionnaire, techniques de traitement des données, manières de conduire des entretiens) qui ne sont qu'un savoir social matérialisé ou une cumulativité objectivée. En sociologie, comme ailleurs, l'instrument, condense dans une pratique codifiée, (rapidement utilisable, caractérisée par une sensibilité aux variations des informations, une fidélité dans la durée et surtout une validité pour objectiver tel ou tel fait), un savoir qui, en son temps, a exigé, pour se constituer, les efforts de nombreux savants.

Et ici je ne puis que penser à mes collègues Madame Kaklamani, Messieurs Georgoulas et Panayotopoulos. D'eux, je dirai que je sais

leur passion pour le savoir. Je connais le soin constant que madame Kaklamani met à vérifier la qualité des sources et le souci de la précision qui l'anime. Je connais aussi le travail de monsieur Georgoulas qui, outre les traductions commentées d'œuvres d'Emile Durkheim – et rien n'est plus important que la traduction pour la circulation internationale des idées – a publié des réflexions sur les œuvres de divers sociologues. De monsieur Panayotopoulos, auquel je suis reconnaissant de son discours qui m'a touché, je connais bien la passion de savoir dont l'investissement intense dans la sociologie, avec la revue trilingue «*Sciences Sociales*» qu'il vient de publier, est un témoignage en actes; je connais aussi ses contributions à la sociologie de l'éducation ou encore ses travaux sur les manières dont la crise économique et symbolique est vécue. Je dois ajouter à cette liste la découverte qu'il a faite en montrant que les établissements universitaires de l'étranger peuvent fonctionner comme s'ils étaient «les grandes écoles» d'un petit pays. Nikos Panayotopoulos a initié, là, la possibilité d'une sociologie de la domination symbolique internationale qui s'appuie sur des enquêtes minutieuses.

Reste donc aux sociologues à «prendre, résolument, le parti de la science». Prendre le parti de la science sociologique, c'est appliquer une philosophie de la connaissance rationaliste au monde social. La sociologie ne peut, sans se perdre, se laisser dissoudre ni dans les commentaires plus ou moins cultivés sur l'actualité du monde social, ni dans des élaborations abstraites les plus éloignées «de tout commerce avec les faits sociaux». L'usage méthodique de la raison et de l'observation empirique du monde social conduit à une défiance continue à l'égard de la pensée ordinaire et de ses illusions de compréhension qui ne peut que se soutenir d'un effort ininterrompu – tellement les catégories de la pensée ordinaire sont aussi celles du sociologue – de déconstruction et de reconstruction analytique pour extraire de l'enchevêtrement de la réalité «*les causes internes et les forces impersonnelles cachées qui meuvent les individus et les collectivités*». Mais dire cela c'est se situer dans une continuité. Reprendre cette phrase de Durkheim

c'est en effet accepter l'héritage d'un homme qui, lui-même, acceptait, en partie, la pensée de Marx en disant dans un article intitulé «la conception matérialiste de l'histoire» : «*nous croyons féconde cette idée que la vie sociale doit s'expliquer non par la conception que s'en font ceux qui y participent mais par des causes profondes qui échappent à la conscience et nous pensons aussi que les causes doivent être recherchées principalement dans la manière dont sont groupés les individus associés*». Faut-il souligner qu'expliquer causalement le déroulement et les effets de l'activité sociale – c'est-à-dire construire de simples hypothèses d'imputation et les tester – était aussi l'objectif de Max Weber. Appliquer une philosophie de la connaissance rationaliste au monde social, c'est encore objectiver – soit, déjà, nommer l'implicite, le caché mis au jour ; c'est disjoindre parfois ce que l'idéologie devenue sens commun a joint; c'est aussi mettre en relation des dimensions habituellement cloisonnées par le morcellement concurrentiel des marchés et par les logiques bureaucratiques des administrations d'État. Mais ces «opérations de déconstruction» ne peuvent atteindre leur but qu'autant qu'elles sont soutenues d'un refus du théoricisme. Manier le concept pour le concept permet en effet d'éviter de rendre raison de ce qui est, c'est-à-dire d'éviter de postuler que rien n'est sans raison d'être sociale.

Appliquer cette philosophie de la connaissance conduit à s'opposer à tous ceux qui ont pris le parti de la dérision de la raison que ce soit en niant catégoriquement tout déterminisme et en s'en remettant à l'arbitraire ou à la contingence, ou que ce soit, plus subtilement, dans une attitude qui se veut post-moderne, en déplaçant l'analyse d'une vérité, qui est toujours un enjeu de luttes certes, vers des vérités, toujours partielles et relatives. Appliquer à la science sociologique la philosophie rationaliste de la connaissance, c'est aussi s'efforcer de rendre raison de toutes les raisons qui conduisent à refuser le raisonnement sociologique. C'est ce savoir critique – critique parce qu'il sait que toutes les institutions, tous les rites, toutes les consécutions sont *arbitraires* – qui, dans toutes les situations de crise où le champ du pouvoir est soumis à des réorganisations importantes

qui menacent les équilibres traditionnels, suscite des tentatives de contrôle ou des stratégies d'élimination, tant les dominants sont prêts à écarter tout ce qui leur semble faire obstacle à la pérennité de la légitimation de leur domination. La reconstruction qu'opère la sociologie déplaît toujours aux dominants du monde, comme à ceux qui ne rêvent que de le dominer, dans la mesure où ils ont tout intérêt à cacher, non seulement les processus qui fondent leur pouvoir mais aussi, et peut-être surtout à leurs propres yeux, les croyances qui légitiment leur occupation et leur maintien dans ces postes et fonctions de pouvoir. Si, comme le disait Pierre Bourdieu, «*la connaissance exerce par soi un effet libérateur toutes les fois que les mécanismes dont elle établit les lois de fonctionnement doivent une part de leur efficacité à la méconnaissance*», on comprend que porter au jour l'arbitraire social, surtout celui qui est masqué par les légitimations des institutions dominantes, suscite toujours des réactions vives. En ce sens la sociologie – en montrant que tout phénomène social est à la fois un arbitraire construit par des rapports sociaux antérieurs oubliés et une réalité, puisque cet arbitraire est devenu l'enjeu de pratiques, conflictuelles ou consensuelles – opère comme un analyseur des refoulements. Dans la mesure où ce savoir contribue à délégitimer toutes les croyances, tout laisse penser que le dérangement qu'il engendre suscite une levée des résistances et un renforcement des mécanismes de défense, au point, de devenir un objet de méfiance quand ce n'est de haine – il suffit de penser à l'interdiction de la sociologie dans les dictatures et surtout à la mort, au camp de Buchenwald, de ce grand sociologue que fut Maurice Halbwachs, arrêté par les milices fascistes en 1944, sous la dictature de Pétain, pour le voir. Elle peut aussi, comme c'est souvent le cas aujourd'hui dans les pays capitalistes ralliés au néo-libéralisme, lorsqu'existe une volonté d'isoler la sociologie et de l'enfermer dans un enclos d'indifférence, connaître un état qui rend ses analyses invisibles. On comprend qu'une sociologie, n'ayant de cesse de rendre compte rationnellement des phénomènes sociaux, dérange fortement les «magiciens» et les «prophètes», spécialistes de la prédication sociale souvent présents

dans l'univers politique, qui préfèrent expliquer le monde par une valeur suprême. La magie, chassée du monde naturel par la science, est, en effet, toujours présente dans le monde social. Elle dérange aussi tous ceux qui pensent que l'on peut modifier le monde à son gré, comme elle dérange les «experts» qui affirment savoir comment le modifier. Mais la sociologie dérange surtout tous ceux qui, pour maintenir les inégalités et les injustices dont ils profitent, voudraient que le monde reste comme il est. C'est dire que l'analyse sociologique des pratiques sociales et des manières de voir et de penser conduit à déstructurer la naturalisation ou la substantialisation qui est au cœur des jugements de valeur et à ouvrir des perspectives que la fatalisation du monde avait refermé. En somme parce que les régressions sociales, surtout dans les périodes de crise sociale s'accompagnent toujours d'une régression de la pensée critique à laquelle travaillent les pouvoirs et les partis liés au conservatisme, une sociologie inspirée par une philosophie rationaliste de la connaissance lutte contre le reflux de la culture. Mais j'ajouterai que les sociologues n'ont pas le monopole de la connaissance du monde. D'autres savoirs cherchent aussi à rendre le sujet maître de son histoire. Comment, par exemple ne pas penser à la création littéraire, qui, elle aussi, appréhende le sujet dans le monde, et ici à Kazantzakis, comment ne pas penser à la poésie: Rítsos et Seféris, pour n'en citer que deux, parlent eux aussi du monde social. Comment ne pas entendre, ici, à quelques miles du Moyen Orient où les conflits actuels se transforment en guerre, le cri de Seféris contre la violence :

« Tant de corps jetés
 Dans les mâchoires de la mer, dans les mâchoires de la Terre ;
 Tant d'âmes
 Livrées aux meules comme du blé. »
Poèmes, éd. Mercure de France, 1963.

Comment ne pas voir dans ces vers de Rítsos, en cette période de crise, une démystification du pouvoir :

« Moi, j'avais vu dans leur nudité les statues des dieux

Et je savais
Combien ils étaient tous vulnérables,- les statues
Luisantes et frissonnantes en plein midi
Avec les grandes ombres de leurs corps comme des
Couteaux
Plantés dans leur propre corps, ou qui, le soir,
Devenaient d'une blancheur blafarde dans l'obscurité,
Inaccessibles et immatérielles,
Bien que faites de pierre et de beauté. Les dieux
Comme les statues meurent... »
'Sous l'ombre de la montagne', *La maison morte et autres
poèmes*, éd. La Découverte, 1987.

Quand on a vu la guerre et qu'on ne croit plus aux dieux, (fussent-ils, toutes proportions gardées, des universitaires encensés), il reste, comme le dit encore Ritsos, à

« Croire que notre première liberté n'est pas notre solitude
Mais notre fraternité... »



Περίληψη
(Τ. Κακλαμάνη)

ΔΕΝ ΜΠΟΡΟΥΜΕ να κατανοήσουμε τη σημερινή κατάσταση της κοινωνιολογίας στην Ευρώπη εάν παραβλέψουμε το γεγονός ότι πρόκειται για μια από εκείνες τις επιστήμες που κλήθηκαν να γίνουν χρηστικές μέσα από τις μεταρρυθμίσεις οι οποίες επιβλήθηκαν στο πανεπιστήμιο από την Ευρωπαϊκή Επιτροπή, τον Ο.Ο.Σ.Α., και το Δ.Ν.Τ. Η κοινωνιολογία κατάλαβε πολύ νωρίς ότι η παραγωγή της επιστήμης δεν εξαρτάται μόνο από την κοινωνική οργάνωση, αλλά και από τους τρόπους θέασης, σκέψης και διαμόρφωσης των ερευνητών που την ασκούν. Κατά τη διάρκεια ενός αιώνα, οι κοινωνικές επιστήμες, παλεύοντας ενάντια σε κάθε μορφή εξάρτησης και πολλαπλασιάζοντας τα αντικείμενα των μελετών τους, κατάφεραν εντέλει –κάποιες φορές πολύ δύσκολα– να αναπτύξουν σημαντικά τους δικούς τους τρόπους γνώσης. Φτάνοντας σε μια πραγματική γνωστική επισώρευση, το ίδιο σημαντική με αυτή κάθε άλλης επιστημονικής πειθαρχίας. Οι κοινωνιολόγοι μπόρεσαν να ανακαλύψουν τα μέσα ώστε να δημιουργήσουν μια ελέγξιμη εννοιολόγηση. Παρά τις πιέσεις και τις εντάσεις, διαμορφώθηκε μια κριτική κοινωνιολογία των προϋδεάσεων και των αξιολογικών κρίσεων. Μια γνώση που δεν υπέκυψε σε πολιτικούς εξαναγκασμούς και δεν ξεπουλήθηκε σε οικονομικές εξουσίες. Καταλαβαίνει κανείς ότι μια κοινωνιολογία η οποία δεν σταματά να αντιμετωπίζει ορθολογικά τα κοινωνικά γεγονότα ενοχλεί πολύ τους «μάγους» και τους «προφήτες», που είναι ειδικοί στην κοινωνική παραπλάνηση και προτιμούν να εξηγούν τον κόσμο με βάση μια υπέρτατη αξία. Ενοχλεί, επίσης, όλους όσους σκέφτονται ότι μπορούν να αλλάξουν τον κόσμο κατά την επιθυμία τους, όπως και τους «ειδικούς» που δηλώνουν ότι γνωρίζουν πώς μπορούν να τον αλλάξουν. Η κοινωνιολογία ενοχλεί όμως κυρίως εκείνους που, προκειμένου να διατηρήσουν τις ανισότητες και τις αδικίες από τις οποίες αποκομίζουν οφέλη, θα ήθελαν αυτός ο κόσμος να παραμείνει όπως είναι.

